

Séries Statistiques de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

COMMENTAIRE	II
SECTION A - LA COMPTABILITE NATIONALE MENSUELLE (Séries 1 à 33)	XXII
a) Le produit intérieur brut	XXII
b) La consommation privée	XXIV
c) La formation brute de capital fixe	XXVI
d) Le commerce extérieur	XXVIII
SECTION B - LA PRODUCTION DES BRANCHES (Séries 34 à 47)	XXX
SECTION C - LA POLITIQUE ECONOMIQUE : LES CRITERES DU TRAITE DE MAASTRICHT (Séries 48 à 58)	XXXII
SECTION D - LES PRODUITS NATIONAUX BRUTS DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES (Séries 59 à 71)	XXXIV

Commentaire Général

LA SITUATION ECONOMIQUE EN BELGIQUE

1. Le bilan de l'année 1995

Sur l'ensemble de l'année 1995, le PIB a enregistré une progression en volume d'environ 2%, soit un rythme légèrement inférieur à celui de l'année précédente (2,25%).

Nous avons toutefois du revoir nos estimations du profil intra-annuel de 1995¹ et en particulier revoir à la hausse l'activité du dernier trimestre de 1995. L'activité économique a été plus importante au premier semestre qu'au second comme l'indique le profil trimestriel du **Produit Intérieur Brut** en volume (représenté en bâtonnet au graphique 1). Si on analyse les variations par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente (cf. courbe du graphique 1), on constate une certaine décélération de l'activité même si aucun taux négatif n'est enregistré.

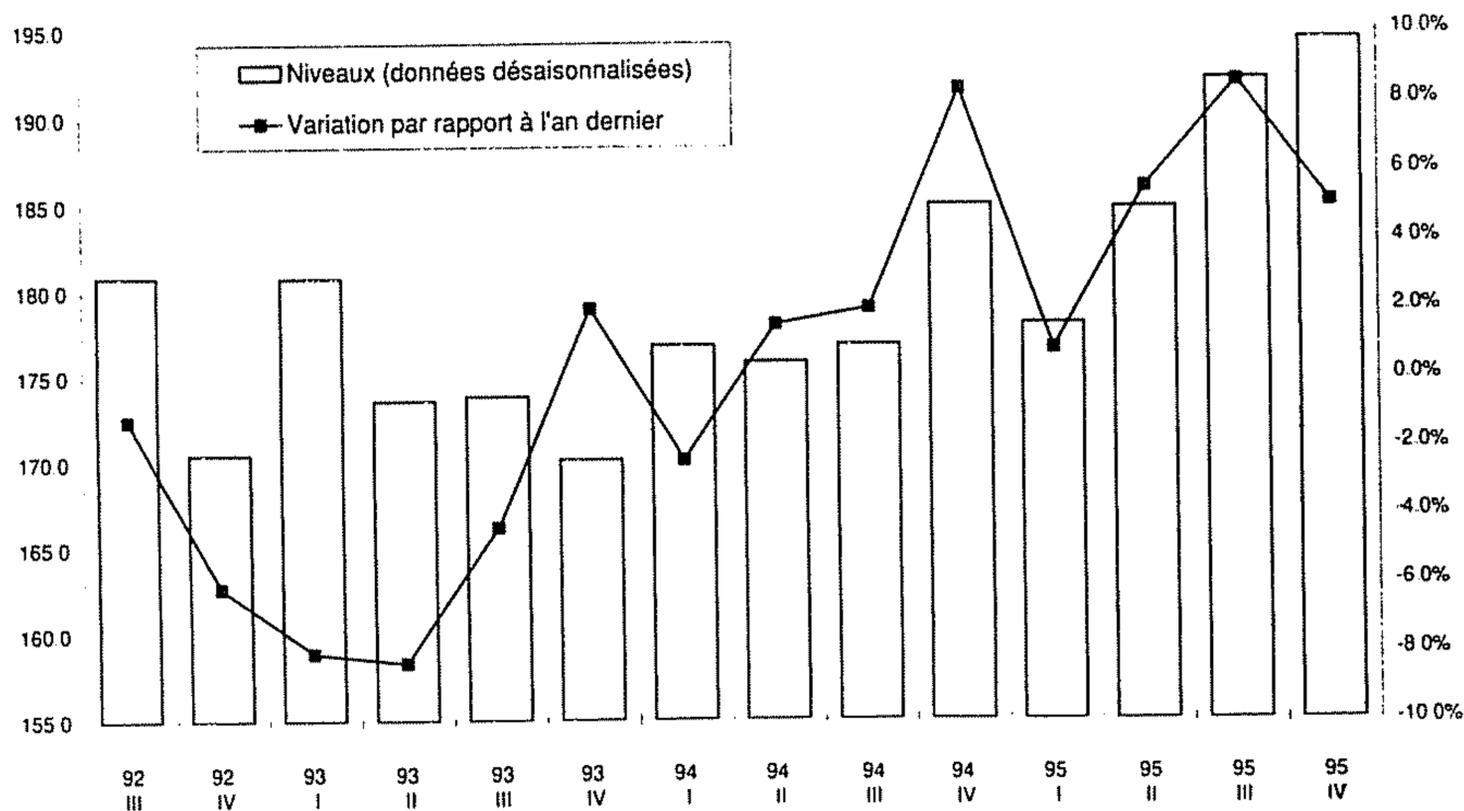
En variation annuelle (cf. courbe du graphique 1), le rythme de progression du PIB est de l'ordre de 2,5% pour les deux premiers trimestres (plus exactement 2,3% et 2,8% par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente). On observe ensuite un ralentissement pour le troisième (+1,8%) et le quatrième trimestre (+0,5%). Le niveau d'activité du dernier trimestre est cependant encore légèrement supérieur à celui - relativement élevé - du dernier trimestre 1994.

¹ Cette révision est due au fait que nos estimations faites il y a 3 mois donnaient trop de poids au profil de la courbe synthétique de la BNB. Les nouvelles estimations ont été établies en utilisant la méthodologie traditionnelle, qui se base sur un grand nombre d'indicateurs "proxys" mensuels. Pour rappel, les séries présentées aux sections A et B sont établies uniquement au moyen de cette méthodologie générale.

Le profil intra-annuel assez plat est dû à l'évolution disparate des différentes composantes de la demande, comme nous allons le voir par la suite.¹

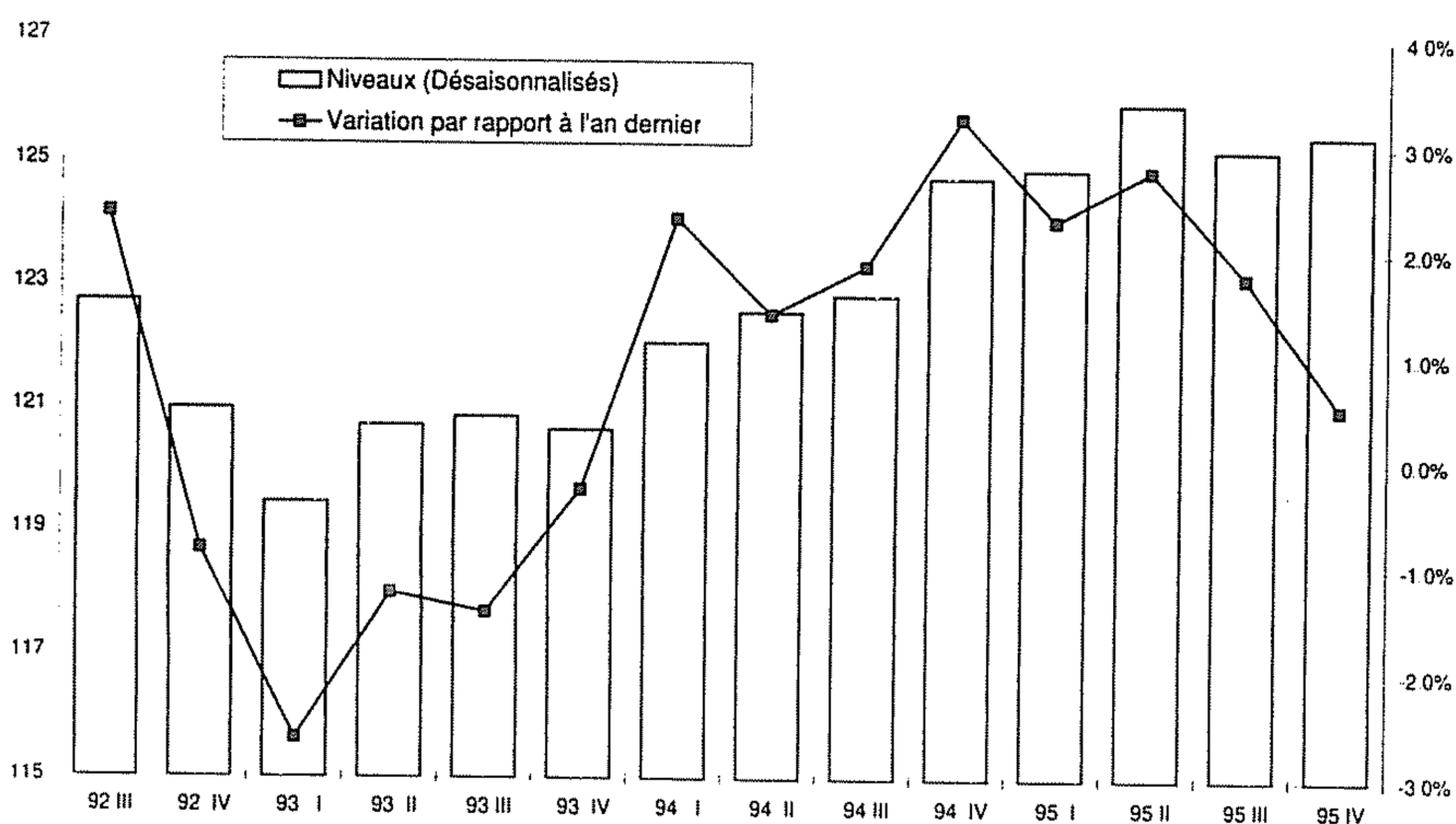
Après un ralentissement au début de l'année 1995, la progression de la **formation brute de capital fixe** s'est accélérée aux deuxième et troisième trimestres pour ralentir quelque peu au dernier trimestre (courbe du graphique 2). Le volume des investissements (bâtonnets du graphique 2) du dernier trimestre 1995 est très élevé et assez proche celui du premier trimestre de 1992. Cette dynamique des investissements a permis d'observer une croissance positive du PIB pour le dernier trimestre de l'année écoulée.

GRAPHIQUE 1 : Evolution trimestrielle du PIB (à prix constants)



¹ Les estimations de la BNB présentent un profil dissemblable pour les deux premiers trimestres. Pour le second semestre, la dynamique du profil du PIB est semblable. Les disparités sont à mettre au compte de techniques d'estimation sensiblement différentes.

**GRAPHIQUE 2 : Evolution trimestrielle de la FBCF totale
(à prix courants)**



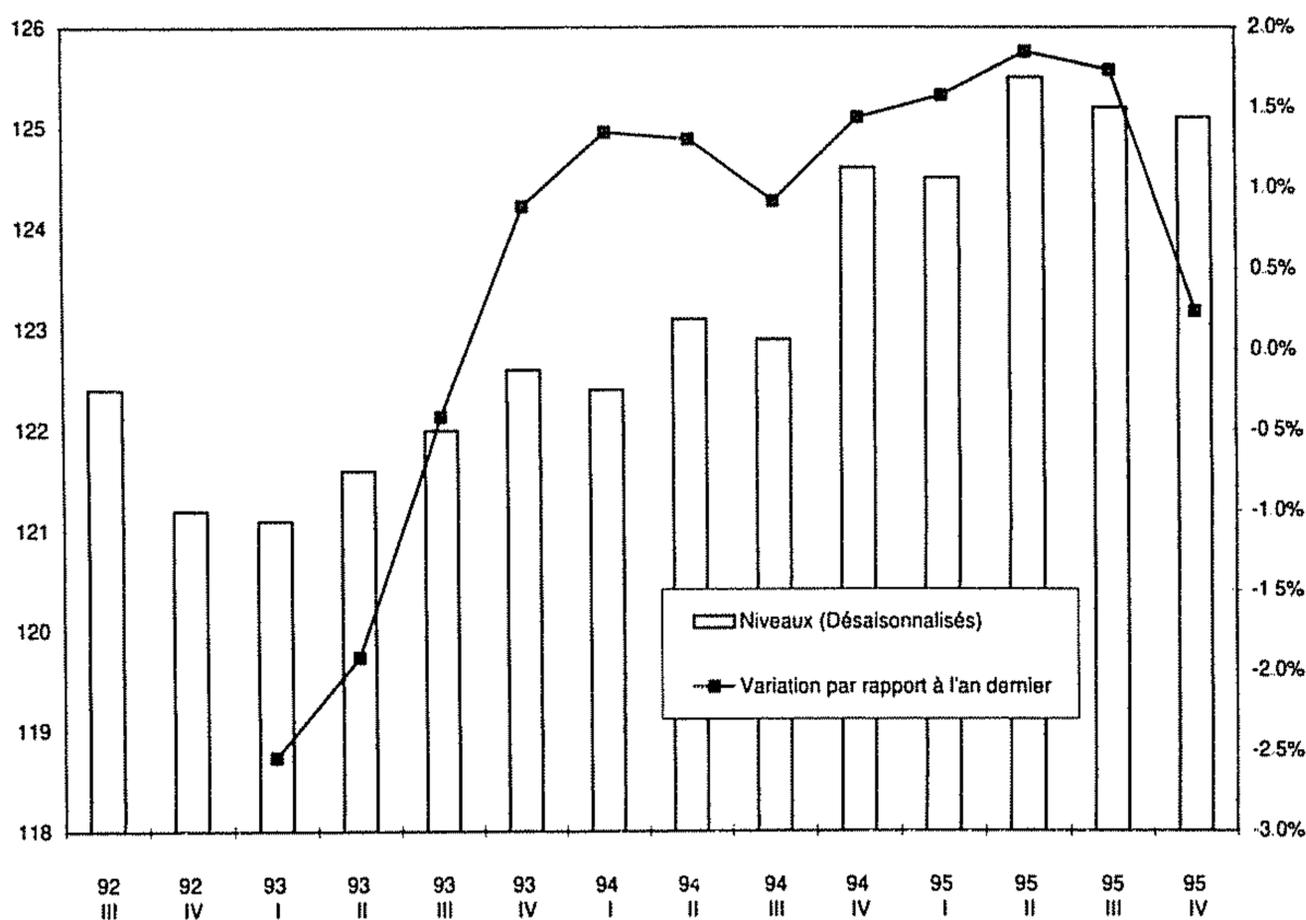
D'après les enregistrements à la TVA, la progression des investissements en volume des entreprises présente un profil très dynamique avec une progression de l'ordre de 8% au cours de l'année 1995. La progression des investissements des entreprises industrielles a été nettement plus rapide que celle des entreprises non industrielles - en raison de la nette augmentation du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière en 1994 et durant les premiers mois de 1995. Les investissements des entreprises au cours de l'année dernière sont essentiellement le fait des secteurs orientés à l'exportation tels que les fabrications métalliques et la chimie tandis que les investissements des secteurs orientés vers la consommation intérieure sont restés nettement plus modérés, ces secteurs n'anticipant pas de reprise de la demande.

Les investissements en logements des ménages furent soutenus durant la première moitié de l'année 1995 par la progression du nombre de mises en chantiers enregistrée à la fin de l'année précédente. Toutefois, ils se sont nettement ralentis au cours du second semestre 1995 en raison du

relèvement des taux hypothécaires du second semestre 1994. Pour la première fois depuis 1989, les investissements publics se sont fortement réduits en volume l'année dernière, du fait du recul caractéristique des investissements des pouvoirs locaux au cours de l'année qui suit les élections communales.

Au cours de l'année 1995, la **consommation privée** présente une progression annuelle d'environ 1,3% en volume. L'estimation des dépenses de consommation au cours du quatrième trimestre 1995 est en légère diminution par rapport au trimestre précédent (cf. bâtonnets du graphique 3). En termes de rythme de progression par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente (cf. courbe du graphique 3), on observe une nette décélération (+0,2%). Cependant, il convient de relativiser l'ampleur de ce ralentissement par le fait que le niveau des dépenses de consommation au cours du 4ème trimestre 1994 était relativement élevé.

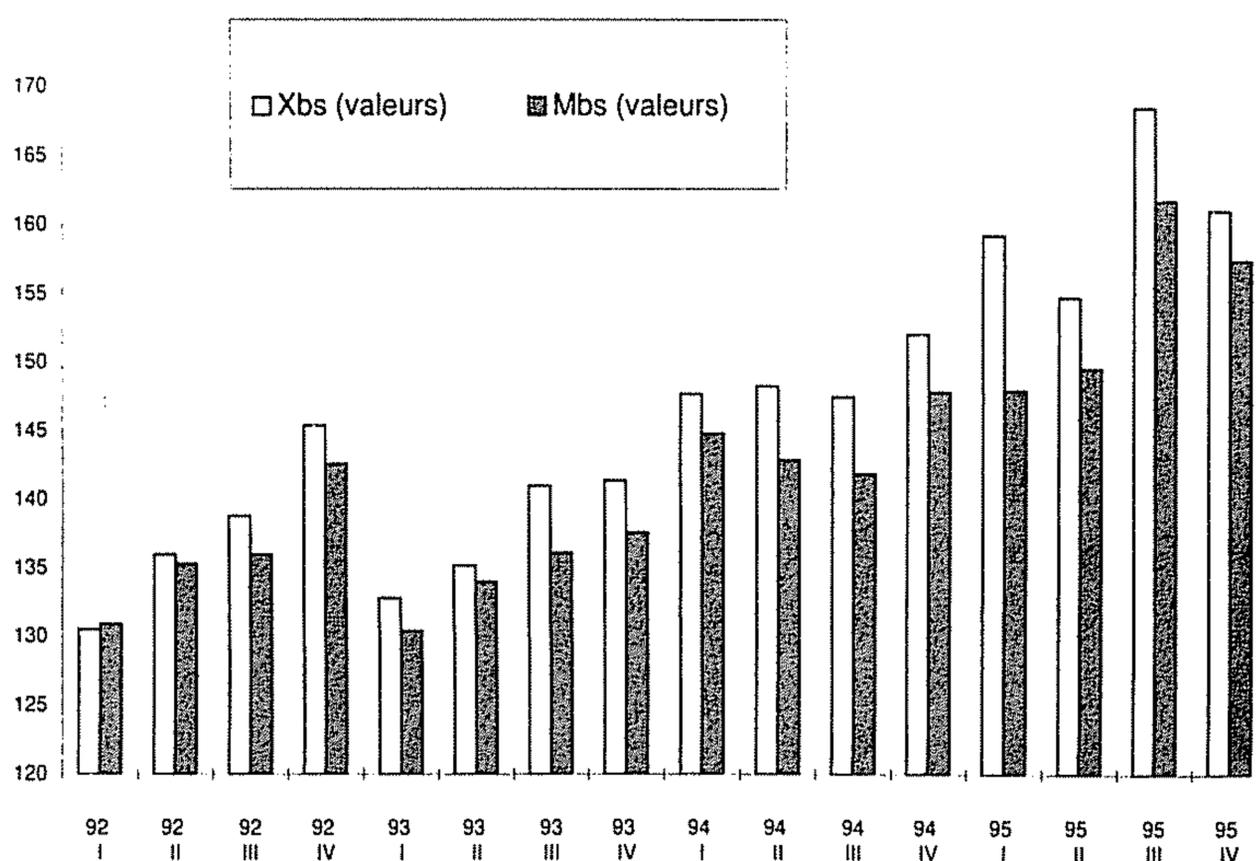
GRAPHIQUE 3 : Evolution trimestrielle de la consommation privée (à prix constants)



Selon les déclarations à la TVA, le mois de décembre, crucial pour la perception d'un comportement de crise n'a pas donné de signaux de reprise. La consommation des ménages est comparable à celle de décembre 1994 qu'elle que soit la catégorie de biens. On note cependant une augmentation des services destinés aux particuliers (réparation de biens de consommation, de véhicules, restauration et hébergement).

La contribution du commerce extérieur à la croissance nominale (largement positive sur l'ensemble de l'année) est illustrée au graphique 4 (différence entre les bâtonnets). Cette croissance est particulièrement importante pour le premier trimestre 1995 mais tend à s'atténuer par la suite. D'après les statistiques publiées par l'Institut des comptes nationaux (ICN), on observe un ralentissement considérable de nos exportations en valeur pour les mois de novembre et décembre 1995 (respectivement +1,5% et -2,6% en rythme annuel). L'origine de ce ralentissement réside, principalement, dans la dégradation conjoncturelle observée en Allemagne et en France et ne présage rien de bon à très court terme. Les importations observent pour la même période un ralentissement d'ampleur équivalente tout en maintenant une évolution positive (+4,4% et +0,7% en rythme annuel), en raison de l'importance du contenu importé des investissements productifs.

GRAPHIQUE 4 : Evolution trimestrielle des Exportations et des Importations (à prix courants, en données désaisonnalisées)



2. Evolution des indicateurs pour le premier trimestre 1996

Sur le plan de la demande intérieure, on note que les immatriculations de véhicules neufs au cours des quatre premiers mois sont comparables à celles des quatre premiers mois de 1994 (année du dernier salon). Les immatriculations de mars ont suivi une évolution nettement moins favorable qu'en mars 1994, si bien que l'on enregistre pour le premier trimestre 1996, un recul de l'ordre de 7% par rapport au premier trimestre 1994. Cependant, les immatriculations du mois d'avril 1996 ont permis de compenser partiellement ce recul. Le chiffre d'affaires du commerce de détail, suivant les déclarations à la TVA, est en recul (en volume) en janvier 1996 par rapport à janvier 1995.

L'indicateur de confiance des consommateurs européens (calculé par la CEE) établi d'après les enquêtes menées auprès de ceux-ci s'est légèrement dégradé pour le premier trimestre 1996 par rapport à fin 1995.

Même si ces indicateurs présentent une certaine inertie et sont souvent difficile à interpréter, un résultat est cependant préoccupant: la détérioration de la confiance des consommateurs allemands (l'indice passe de -12 à -19 du quatrième trimestre 1995 au premier trimestre 1996 après avoir enregistré une valeur de -9 pour le troisième trimestre 1995). En ce qui concerne les consommateurs français, les premières statistiques officielles pour le premier trimestre 1996 sont favorables (+5% par rapport au premier trimestre 1995).

L'indicateur de confiance des consommateurs belges est quant à lui en stagnation. Les enquêtes de la BNB effectuées auprès des commerçants et des industries orientées vers les biens de consommation (plus représentatives de la réalité que les enquêtes menées auprès d'échantillons restreints de consommateurs) vont toutes dans le même sens: une amélioration du climat en janvier 1996 par rapport à décembre 1995, mais une stagnation sinon une détérioration par la suite. La courbe synthétique globale (tous secteurs confondus) publiée par la BNB suit une évolution semblable.

Selon les déclarations auprès de la TVA, les investissements privés se sont montrés très timides pour les mois de janvier et février 1996. Pour l'ensemble des déclarants, la valeurs des investissements réalisés n'excède que de peu ceux réalisés à la même période de l'an dernier (+0,5%). La tendance de la répartition sectorielle de ces investissements observée l'an dernier s'est poursuivie. Les investissements des entreprises industrielles évoluent encore favorablement (+3,4% en valeur en rythme annuel) contrairement à ceux des entreprises non-industrielles (-2,2% en rythme annuel). Cette tendance au ralentissement des investissements est confirmée par l'enquête de la BNB sur le taux moyen d'utilisation des capacités, en légère baisse pour le début 1996.

3. Environnement international de la Belgique

Ralentissement du commerce international en 1996 et reprise modérée en 1997 ¹

L'année 1995 a été marquée par un ralentissement de la croissance à l'intérieur de la zone des pays industrialisés et plus particulièrement aux Etats-Unis et en Europe où certains pays ont même enregistré une baisse de leur PIB au cours du 4ème trimestre 1995. Par contre, la reprise s'est raffermie dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et la forte progression des pays en voie de développement (PVD) s'est maintenue.

Sur l'ensemble de l'année 1995, la décélération de la croissance des pays industrialisés n'a que faiblement affecté l'évolution du commerce mondial; la hausse en volume des échanges internationaux ayant avoisiné 8,5%, soit un rythme nettement supérieur à celui de la production, grâce à l'important "carry over" de l'année précédente et au soutien apporté par le dynamisme des importations des pays non OCDE.

La principale contribution a été fournie une fois encore par les économies d'Asie, tandis que la demande intérieure du continent latino américain a considérablement décéléré suite à la crise mexicaine. Le redressement des Peco -et plus particulièrement des pays d'Europe centrale- s'est reflété dans la hausse de leurs importations à un rythme bien supérieur à la demande mondiale. Les pays membres de l'OPEP n'ont enregistré qu'un faible dynamisme, bien que la hausse des prix du pétrole ait entraîné une légère amélioration de leur situation économique qui reste cependant fragilisée par la crise financière structurelle à laquelle ils font face depuis une quinzaine d'années.

Toutefois, au second semestre 1995, les échanges mondiaux sont entrés dans une phase de décélération suite à l'affaiblissement de la demande d'importation des pays industrialisés et plus particulièrement des pays d'Europe Occidentale -dont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne- à

¹ Synthèse du rapport du Commerce Mondial présenté par l'ISCO lors de la réunion de l'AIECE en Mai 96

l'exception toutefois de l'Italie et de l'Espagne, qui, ont affiché un dynamisme des importations des plus vigoureux avec une croissance de l'ordre de 11%.

Les performances à l'exportation des différents pays industrialisés sont restées sous influence des évolutions passées des taux de change. Ainsi, en Europe, d'importants gains de parts de marchés ont été réalisés par l'Italie et l'Espagne. Depuis la mi 1995, les entreprises américaines ont également gagné des parts de marché. En revanche, la dépréciation du yen n'a pas encore répercuté ses effets sur les parts de marchés japonaises car les exportateurs nippons ont préféré d'abord reconstituer leurs marges réduites par plusieurs années d'appréciation du yen.

Cette année, la croissance économique des pays industrialisés devrait atteindre environ 2% pour s'accélérer modérément jusqu'à 2,5% l'année prochaine (cf. tableau 1). Les résultats pour 1996 sont inférieurs à ceux prévus initialement en raison de la nette révision à la baisse de la croissance européenne. Néanmoins, la décélération de l'activité productive européenne devrait être temporaire et être suivie au second semestre 1996 d'une modeste reprise soutenue par le bas niveau des taux d'intérêts, l'arrêt du mouvement de déstockage et l'amélioration du climat économique.

TABEAU 1 : Principales hypothèses d'environnement international

	1995	1996	1997
Croissance réelle en %			
OCDE	2,2	2,1	2,5
Europe	2,6	1,75	2,5
Etats-Unis	2,1	2,0	2,3
Japon	0,9	2,5	3,0
Evolution des prix			
Matières premières	14,0	-7,0	0,0
Pétrole(* /baril)	17,0	17,5	17,5
Taux de change \$/DM	1,43	1,49	1,5
Taux de change \$/yen	94	105	105

Source : ISCO, Rapport du commerce mondial, AIECE mai 1996

La croissance du PIB américain -après un atterrissage en douceur en 1995- devrait se rapprocher avec un taux de 2,3% de sa croissance

potentielle de longue période. Au Japon, les effets des politiques monétaires et budgétaires expansives permettront un redressement de la consommation privée et de la croissance économique.

Ces hypothèses en terme de croissance de l'activité productive conduisent à considérer que les prix des matières premières non énergétiques devraient fléchir au cours de la première partie de l'année 1996 pour se stabiliser en 1997. Le prix du pétrole avoisinera 17,5\$/baril en 1996 et 1997; l'augmentation du début de l'année -en partie provoquée par le froid- n'ayant été que temporaire tandis que le retour progressif de la production Irakienne sur les marchés internationaux devrait entraîner un accroissement de l'offre.

L'amélioration du taux de couverture des échanges des Etats-Unis avec l'Allemagne et le Japon, et l'attente des marchés financiers d'un assouplissement plus prononcé de la politique monétaire en Allemagne qu'aux Etats-Unis se sont traduits par une appréciation du taux de change du \$ qui devrait se maintenir aux alentours de 1,5 DM et 105 yen cette année comme l'année prochaine. Les positions compétitives ne devraient donc pas fondamentalement se modifier.

Sur base des hypothèses formulées ci-dessus, les échanges internationaux devraient se ralentir cette année à 6,5% pour se redresser graduellement l'année prochaine avec une moyenne annuelle de 7,5%. Les importations en volume des PVD -tout en contribuant encore très fortement à la demande mondiale- se ralentiront légèrement cette année en raison d'une décélération des importations des pays Asiatiques qui ne sera que partiellement compensée par le redressement graduel de l'Amérique Latine. Ces deux zones devraient toutefois consolider le rôle de soutien qu'elles affichent dans le commerce mondial grâce au processus de libéralisation des échanges, à la plus grande diversification productive et à l'élargissement des marchés intérieurs.

Le taux d'accroissement des importations des pays industrialisés devrait se redresser dans la seconde moitié de cette année et atteindre 5,2% en 1996 et 6,4% en 1997 (contre 8% en 1995). Compte tenu du bas niveau du début de l'année, la croissance des achats en volume des Etats-Unis sera

limitée à 5% en 1996 et s'accélérera à 6% en 1997. De leur côté les importations japonaises continueront à progresser à un rythme soutenu de l'ordre de 9% par an sous l'impulsion de la reprise de la demande intérieure.

La croissance moyenne des importations des pays de L'Europe occidentale après un ralentissement en 1996 (4,5% contre 6,3% en 1995) devrait connaître une reprise en 1997 (6,1%) tout en enregistrant des écarts considérables à l'intérieur de la région (dynamisme en Espagne et en Italie, faiblesse aux Pays Bas et en Allemagne). Le rythme de croissance des exportations européennes devrait aussi décélérer au cours de cette année et s'accroître en 1997. Le commerce mondial continuera à apporter une contribution positive à la croissance économique européenne, mais, en raison du ralentissement simultané de la demande dans la plupart des économies européennes, les exportations ne pourront plus être considérées comme la locomotive de la reprise.

TABLEAU 2 : Volume du commerce mondial

	Exportations			Importations		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997
Monde	8,5	6,5	7,5	9,1	6,4	7,3
OCDE	7,6	5,7	6,7	8	5,2	6,4
Europe	7,4	5,0	6,2	6,3	4,5	6,1
Etats-Unis	10,7	8,5	8,5	9,5	5,0	6,0
Japon	3,4	4,5	7,0	12,6	9,0	9,0
OPEP	3,0	2,0	5,0	4,0	4,0	5,0
PVD	12,0	10,0	10,0	12,0	9,0	9,0
Europe de l'Est	10,0	8,0	9,0	16,0	12,0	12,0

Source: ISCO, Rapport du commerce mondial, AIECE mai 1996.

Reprise Européenne espérée dans le courant de l'année ?

Le ralentissement conjoncturel européen au cours du second semestre 1995 n'est apparu que tardivement. Si un ralentissement n'est pas étonnant dans cette phase du cycle économique - où la croissance domestique devrait prendre le relais d'une croissance conduite par les exportations- c'est son ampleur qui a surpris la plupart des analystes.

La croissance européenne en 1996 a été fortement révisée à la baisse; elle n'est plus estimée aujourd'hui qu'à 1,75% contre 2,75% il y a six mois. La principale révision concerne l'Allemagne (cf. tableau 3) dont la progression sera probablement inférieure à 1% (contre une prévision de 2,5% il y a six mois).

TABLEAU 3 : Taux de croissance de certains pays européens

Croissance réelle (en %)	1995		1996		1997
	a	b	a	b	B
Allemagne	2,25	1,9	2,5	0,9	2,2
France	3,0	2,4	2,5	1,3	2,6
Italie	3,1	3,2	2,6	2,1	2,3
Pays-Bas	3,0	2,4	2,5	2,1	2,7
Royaume-Uni	2,8	2,5	2,6	1,8	2,6

Source : a : AIECE, Bruxelles, octobre 1995
b : AIECE, Dublin, mai 1996

En règle générale, dans la plupart des pays européens, ce sont les effets dépressifs de la hausse des taux d'intérêt à long terme de 1994, de la modération salariale et des mesures d'austérité budgétaires qui ont été sous estimés alors que les turbulences observées sur les marchés financiers ont affectés les taux de changes bilatéraux entre les monnaies européennes ainsi que leurs positions compétitives.

Malgré les performances économiques relativement décevantes du début de l'année 1996, l'évolution favorable de la plupart des "fondamentaux" permet d'espérer un redressement de la situation dans le courant de cette année. Parmi ceux ci on peut citer l'amélioration des profits des entreprises, la faiblesse de l'inflation, l'absence de tension au niveau de la capacité industrielle et le retour au calme des marchés financiers qui permet une détente des taux à long terme. Le ralentissement conjoncturel en Allemagne a entraîné une nette réduction des taux d'intérêt à court terme qui pourraient s'établir à 3,5% cette année en raison de l'absence de tensions inflationnistes -faiblesse des prix matières premières et des pressions

salariales- et d'une politique fiscale résolument restrictive. L'Europe devrait également bénéficier des développements économiques encourageants aux Etats-Unis et au Japon ainsi que de l'appréciation du \$.

Dans ces conditions, l'amélioration du climat économique et le retour de la confiance des investisseurs -suivi de celui des consommateurs- pourrait permettre une reprise de la croissance au moment où l'impulsion des exportations disparaîtrait progressivement. La faiblesse du taux de croissance prévu pour l'activité européenne cette année (1,75%) s'explique par le glissement négatif de l'année dernière et le bas niveau de l'activité du début de cette année. Néanmoins, ce taux de croissance moyen sous entend l'hypothèse que la décélération de l'activité productive serait temporaire et devrait être suivie -au cours du second semestre 1996- d'une reprise et d'une accélération qui permettraient une croissance de l'ordre de 2,5% en 1997 (cf. tableau 4).

TABLEAU 4 : Variables clés pour l'Europe*

	1995	1996	1997
Consommation privée	1,75	1,75	2,5
Demande domestique	2,25	1,5	2,5
Exportations	7	4,75	6,5
Importations	6	4	6,5
PIB	2,5	1,75	2,5
Inflation	3	2,75	2,5
Chômage**	11	11	10,75
Déficit budgétaire	-5,0	-4,5	-3,75

Source : CPB, Rapport général de l'AIECE, Dublin, mai 1996.

*Moyenne pondérée des 15 pays européens

**En % de la population active

Toutefois, il convient de mentionner les risques les plus souvent invoqués comme pouvant retarder la reprise européenne *ou son ampleur* (dont principalement celle de l'Allemagne) et déboucher sur une croissance moyenne plus faible en 1996 comme en 1997.

- 1°) Il s'agit essentiellement des risques de ralentissement de la demande intérieure liés à l'instauration de politiques fiscales plus restrictives que prévues. Dans tous les pays européens, celles-ci sont déjà menées en fonction de la contrainte imposée par la volonté de respecter les critères de convergence budgétaires du traité de Maastricht. A l'heure actuelle, seuls un petit nombre de pays européens sont susceptibles de rencontrer ces critères fin 1997, de sorte que ceux qui ne seraient pas qualifiés risquent de resserrer leurs politiques fiscales et d'exercer un effet restrictif sur la demande intérieure en 1996 et 1997.
- 2°) La réduction des déficits publics est perçue comme étant la priorité des gouvernements européens, de sorte que le manque de confiance des consommateurs dans les efforts menés pour réduire le chômage pourrait déprimer la demande davantage que prévu.

Cette année la croissance de la production ne sera pas suffisante pour améliorer la situation sur le marché du travail. Le taux de chômage européen restera élevé et ne devrait diminuer que de 0,25% en 1997. Dans la plupart des pays européens un certain nombre de mesures visant à réduire le chômage sont en discussions, mais la confiance quant aux effets de ces mesures reste très faible.

4. Prévisions pour 1996 et 1997

Les hypothèses d'environnement international présentées ci-dessus seront favorables au développement du marché à l'exportation des biens de la Belgique, qui, après un ralentissement entamé à la fin de l'année 1995 devrait se redresser dans le courant de cette année pour atteindre une progression moyenne de 6,8% l'année prochaine. Les prix à l'importation (calculés sur base des prix à l'exportations de nos partenaires commerciaux) devraient s'accélérer cette année (tout en restant modérés), en raison de la dépréciation du FB d'un peu moins de 4% face au \$.

TABLEAU 5 : L'Environnement extérieur de la Belgique

Taux de variation en %	1995	1996	1997
Importations allemandes	2,7	2,8	5,5
Importations françaises	5,1	4,0	6,5
Importations des Pays Bas	6,5	2,5	5,0
Croissance du marché à l'exportation	7,4	5,4	6,8
Prix implicites à l'importation	-1,1	2,4	1,6

Source: ISCO (calculs du CPB), Rapport du commerce mondial, AIECE mai 1996.

En conséquence, la contribution du commerce extérieure à la croissance sera légèrement négative cette année, avant de redevenir positive l'année prochaine (cf. tableau 6) grâce au raffermissement conjoncturel de nos principaux partenaires commerciaux européens.

Du côté de la demande intérieure, la principale incertitude concerne la reprise de la confiance des agents économiques. A cet égard, les deux principaux risques qui ont été évoqués précédemment comme pouvant retarder ou réduire l'ampleur de la reprise européenne -politique fiscale plus restrictive et absence d'amélioration significative du chômage- peuvent aisément être transposés au niveau de la Belgique.

A court terme, les craintes que l'on pouvait avoir concernant un éventuel dérapage du déficit budgétaire de 1996 se sont quelque peu estompées. En effet, le contrôle budgétaire 1996 de la fin du mois d'avril s'est effectué sans recourir au moindre levier de fiscalité direct. Le gouvernement devait trouver 25 milliards de FB afin d'atteindre -dès la fin de cette année et sur base d'une hypothèse de croissance de 1,5%- l'objectif d'un déficit budgétaire de 3% du P.I.B. tout en garantissant l'équilibre de la Sécurité Sociale. Ces 25 milliards ont été essentiellement récoltés via une réduction des dépenses primaires (économies dans les différents départements), certaines mesures non-récurrentes ("one shot") et grâce à la diminution des taux d'intérêts.

Pour 1997 et au delà, les choix de politique économique du gouvernement belge s'inscrivent toujours dans l'optique d'une entrée de la Belgique

dans l'Union monétaire. Cet objectif conditionne à la fois sa politique budgétaire afin de satisfaire les conditions de convergence du Traité de Maastricht et sa politique des revenus afin de maintenir les rapports de compétitivité indispensables pour assurer la crédibilité des parités de change fixés lors de la mise en place de la troisième phase de l'Union monétaire européenne.

Les trois lois cadres demandées et obtenues par le gouvernement délimitent les marges de manoeuvre dans lesquels les flux budgétaires (volet 1) et les masses salariales (volet 2) devront se situer non seulement au cours de la prochaine année mais également à moyen terme. Le troisième volet est consacré aux mesures destinées au maintien de l'équilibre financier de la sécurité sociale; et cela également dans une optique à moyen terme.

Les choix budgétaires qui vont conditionner l'élaboration du budget 1997 visent à satisfaire le respect non seulement de la contrainte d'un solde net à financer de 3% du P.I.B. mais également d'une trajectoire de désendettement public suffisamment rapide que pour accréditer l'émergence d'un processus de désendettement accéléré de nature endogène et d'une auto-réduction induite du poids des charges d'intérêt.

Pour satisfaire au premier objectif, la prise en compte de la détérioration du contexte conjoncturel européen au niveau des répercussions budgétaires en termes de soldes primaires n'a pu être entièrement compensée, comme ce fut le cas en 1995, par de moindres charges d'intérêt: la rigidité à la baisse des taux longs européens ne permettant pas des réductions importantes du service de la dette publique fortement consolidée. En conséquence, à politique budgétaire inchangée, un solde net à financer de 3,5% serait dégagé en 1997. Toutefois, le conseil supérieur des finances recommande de viser un objectif de besoin net de financement de 2,8% du P.I.B. pour de l'ensemble des Pouvoirs publics. La réalisation de cet objectif passe par une stabilisation du solde primaire à son niveau de 1996 (5,8% du P.I.B.). Cet effort représente environ 60 milliards de nos francs en termes nets.

Toutefois, dans l'ignorance de l'ampleur réelle et la modalité des mesures qui seront prises par le gouvernement, les prévisions macro-économiques présentées au tableau 6 se basent sur l'hypothèse de politique fiscale inchangée tant pour 1996 que 1997.

Les négociations tripartites ont débouché sur un projet de contrat pour l'emploi visant à combiner le rétablissement de la compétitivité, la modération salariale et la promotion de l'emploi. Une nouvelle définition a été adoptée quant à la marge maximale de l'évolution du coût salarial. Cette marge devrait être déterminée sur base de l'évolution des deux dernières années ainsi que sur l'évolution attendue du coût salarial dans les Etats membres de référence (Allemagne, France, Pays-Bas). Ces trois Etats ont été retenus du fait de leur probable adhésion à la future Union monétaire. Par ailleurs, il s'agit des trois principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Le principal point de discorde du projet concerne la prise en compte ou non de tout ou une partie des diminutions de cotisation de sécurité sociale dans la marge définie dans l'accord interprofessionnel. "L'incorporation de ces diminutions de cotisation dans la marge accroîtrait cette dernière et permettrait d'affecter les montants financiers ainsi libérés à des mesures favorables à l'emploi dont la redistribution du travail et la réduction du temps de travail", comme le disent les représentants des organisations syndicales. Ce à quoi s'opposent les représentants des organisations patronales, dans leur souci de réduire le handicap de compétitivité de la Belgique.

La plupart des agents économiques semblent très sceptiques quant à l'impact réel que pourraient avoir ces accords sur l'emploi.

Le troisième volet des lois cadres dédié à la sécurité sociale ne contient pas encore d'éléments nouveaux. Il y est stipulé explicitement la volonté de maintenir l'équilibre financier de la sécurité sociale tout en tenant compte des contraintes liées aux évolutions démographiques. La combinaison des mesures permettant d'atteindre cet équilibre ne sont pas cependant encore définies (cotisation sociale généralisée, subvention à l'emploi supplémentaire, modification de l'âge de la retraite, ...).

Pour 1996 (cf. tableau 6), étant donné les évolutions récentes des indicateurs avancés de la demande intérieure, nous avons révisé à la baisse la consommation privée. Le revenu disponible réel des ménages ne devrait progresser que de 0,25% en raison du maintien du blocage des salaires réels, du ralentissement conjoncturel et de la stagnation de l'emploi, tandis que la progression des revenus de la propriété sera limitée par la baisse des taux d'intérêts. La volonté de maintenir un certain niveau de consommation, devrait permettre une nouvelle réduction du taux d'épargne des ménages d'environ 1%.

Les investissements en logement des ménages pourraient également connaître une évolution plus favorable au cours du second semestre 1996 en raison de la réduction des taux d'intérêts hypothécaires et de l'impact positif des mesures favorisant la construction qui ont été prises lors du conclave budgétaire de septembre.

Cependant, par rapport à nos dernières prévisions, on peut croire que les investissements productifs se ralentiront si l'on en juge par l'évolution des deux premiers mois de l'année et la diminution des perspectives d'accroissement de la demande à court terme.

Pour 1997, étant donné l'incertitude sur la forme que prendront les mesures destinées à compenser le dérapage budgétaire, nous avons retenu l'hypothèse de politique fiscale inchangée. En ce qui concerne la politique salariale, nous avons calculé l'augmentation de la masse salariale d'après la marge maximale définie par la nouvelle loi de sauvegarde préventive de l'emploi et de la compétitivité du pays (voir ci-dessus). En tenant également compte de la légère hausse des taux d'intérêts, le revenu disponible réel devrait augmenter de façon importante (+1,75%) et la croissance de la consommation privée pourrait atteindre 2% en 1997.

La progression des investissements privés serait par contre modérée sur l'ensemble de l'année 97, étant donné le ralentissement enregistré cette année et les effets de la diminution des taux d'utilisation des capacités de production.

TABLEAU 6 : Prévisions macro-économiques pour la Belgique

	1995		1996		1997	
	Volume	Valeur	Volume	Prix	Volume	Prix
Consommation privée	1,25	2,75	1,25	3,25	2,0	4,25
Consommation publique	0,5	3,0	0,0	2,5	0,0	2,75
FBCF totale	3,0	4,5	3,0	5,25	2,0	4,5
Exportations	7,25	7,75	5,5	6,75	6,5	8,0
Importations	6,75	7,0	5,75	7,5	6,25	7,75
PNB	2,0	3,5	1,5	3,25	2,25	4,5
	1995	1996	1997			
Taux d'intérêt ct	4,7	3,5	4,0			
Taux d'intérêt lt	7,45	6,75	7,0			
Revenu disponible	0,75	0,25	1,75			
Taux d'épargne	19,25	18,25	18,0			
Taux de chômage	14,0	14,0	13,75			
SNF	4,5	3,3	3,5			

Section A - La comptabilité nationale mensuelle (Séries 1 à 33)
a) LE PRODUIT INTERIEUR BRUT (*)

		Non désaisonné		
		A prix constants (1)	A prix courants (2)	Prix (3) = (2) : (1)
1993		120,4	153,8	127,7
1994		123,1	160,6	130,5
1995		125,4	167,7	133,8
1993	III	116,6	151,1	129,6
	IV	122,2	159,0	130,2
1994	I	123,7	154,2	124,6
	II	123,7	162,6	131,4
	III	118,8	157,7	132,8
	IV	126,2	168,0	133,2
1995	I	126,6	168,7	133,3
	II	127,2	168,2	132,3
	III	120,9	162,4	134,4
1994	Janvier	120,4	149,5	124,3
	Février	120,0	144,4	120,3
	Mars	130,8	168,6	128,9
	Avril	122,9	157,9	128,4
	Mai	121,3	158,7	130,8
	Juin	127,0	171,3	134,9
	Juillet	109,4	145,6	133,1
	Août	121,2	155,5	128,3
	Septembre	125,7	172,1	136,9
	Octobre	126,7	165,1	130,4
	Novembre	124,6	163,3	131,0
	Décembre	127,3	175,7	138,1
1995	Janvier	124,3	171,4	137,9
	Février	123,0	158,5	128,9
	Mars	132,4	176,1	133,0
	Avril	124,6	164,7	132,2
	Mai	127,3	168,7	132,5
	Juin	129,6	171,3	132,2
	Juillet	113,0	151,7	134,2
	Août	122,5	164,8	134,5
	Septembre	127,1	170,8	134,4
	Octobre	128,8	171,5	133,2
Taux d'accroissement des trois derniers mois par rapport				
- aux trois mois précédents				
- aux trois mois correspondants de l'année précédente		+ 1,3	+ 2,9	+ 1,6

(*) Les données désaisonnées et lissées ne seront plus présentées pour les dernières observations. Les estimations concernant ces dernières observations sont en effet trop sujettes à révision.

1985 = 100,0

Désaisonné			Désaisonné et lissé		
A prix constants (4)	A prix courants (5)	Prix (6) = (5) : (4)	A prix constants (7)	A prix courants (8)	Prix (9) = (8) : (7)
120,4	153,9	127,8			
123,1	160,7	130,6			
125,4	168,0	134,0			
120,9	156,5	129,5	120,4	153,8	127,8
120,7	155,1	128,6	121,0	155,2	128,2
122,1	155,1	127,1	121,9	156,7	128,6
122,6	160,2	130,7	122,5	159,6	130,2
122,8	162,8	132,5	123,6	163,0	131,9
124,8	164,7	132,0	124,7	166,6	133,5
124,9	169,8	135,9	125,4	168,5	134,3
126,0	166,5	132,2	125,8	168,3	133,8
125,2	167,5	133,7			
120,5	152,3	126,4	121,6	156,0	128,3
121,7	154,3	126,8	121,9	156,7	128,5
124,1	158,9	128,1	122,1	157,5	129,0
122,3	154,8	126,6	122,3	158,4	129,6
122,4	164,1	134,0	122,5	159,6	130,2
123,0	161,9	131,6	122,8	160,7	130,8
121,3	158,6	130,8	123,2	161,8	131,4
124,7	164,1	131,7	123,6	163,0	131,9
122,6	165,5	135,0	124,0	164,2	132,4
123,2	159,5	129,4	124,4	165,5	133,0
125,7	166,4	132,4	124,8	166,7	133,6
125,5	168,3	134,2	125,0	167,6	134,0
124,6	173,9	139,5	125,3	168,3	134,4
124,6	169,5	136,1	125,5	168,6	134,4
125,5	165,9	132,2	125,6	168,7	134,3
124,0	162,0	130,6	125,7	168,6	134,1
128,4	174,7	136,0	125,8	168,3	133,8
125,5	162,8	129,7	125,8	168,1	133,6
125,6	164,0	130,6			
126,0	173,8	138,0			
124,1	164,6	132,6			
125,4	166,2	132,6			
+ 1,4	+ 3,2	+ 1,8			

b) LA CONSOMMATION PRIVEE (*)

		Non désaisonnalisée		
		A prix constants (10)	A prix courants (11)	Prix (12) = (11) : (10)
1993		121,8	146,7	120,5
1994		123,3	152,4	123,7
1995		124,9	156,9	125,6
1994	I	120,5	148,3	122,6
	II	124,4	153,5	123,4
	III	121,1	150,7	124,4
	IV	127,1	157,2	124,4
1995	I	122,4	153,0	124,9
	II	126,7	158,8	125,3
	III	123,2	155,6	126,1
	IV	127,4	160,1	126,3
1994	Janvier	118,3	145,6	122,4
	Février	114,7	141,3	122,7
	Mars	128,5	158,0	122,8
	Avril	123,0	151,7	123,0
	Mai	122,9	151,7	123,4
	Juin	127,2	157,2	123,8
	Juillet	121,3	151,0	124,2
	Août	117,1	145,9	124,4
	Septembre	124,8	155,3	124,6
	Octobre	125,0	155,2	124,5
	Novembre	118,7	147,2	124,3
	Décembre	137,6	169,3	124,3
1995	Janvier	124,1	155,6	124,8
	Février	114,7	143,6	124,9
	Mars	128,2	159,9	124,9
	Avril	124,0	155,5	125,1
	Mai	126,7	158,9	125,3
	Juin	129,4	162,0	125,4
	Juillet	124,5	157,3	125,9
	Août	120,1	151,4	126,2
	Septembre	125,2	158,1	126,2
	Octobre	124,2	156,3	126,1
	Novembre	121,5	153,2	126,2
	Décembre	136,4	171,0	126,5
Taux d'accroissement des trois derniers mois par rapport - aux trois mois précédents - aux trois mois correspondants de l'année précédente		+ 0,2	+ 1,9	+ 1,5

(*) Les données désaisonnalisées et lissées ne seront plus présentées pour les dernières observations. Les estimations concernant ces dernières observations sont en effet trop sujettes à révision.

1985 = 100,0

Désaisonnalisée			Désaisonnalisée et lissée		
A prix constants (13)	A prix courants (14)	Prix (15) = (14) : (13)	A prix constants (16)	A prix courants (17)	Prix (18) = (17) : (16)
121,8	146,8	120,5			
123,3	152,5	123,7			
125,1	157,1	125,7			
122,4	150,2	122,7	122,7	150,5	122,6
123,1	152,0	123,5	123,1	152,0	123,5
122,9	152,7	124,3	123,2	152,9	124,2
124,6	154,9	124,4	123,9	154,2	124,5
124,5	155,3	124,9	124,4	155,3	125,0
125,5	157,4	125,4	124,8	156,5	125,4
125,2	157,6	126,0			
125,1	158,2	126,4			
120,4	147,4	122,3	122,5	149,9	122,3
122,7	150,6	122,7	122,7	150,5	122,6
124,0	152,6	123,0	122,9	151,1	122,9
123,0	151,5	123,2	123,1	151,6	123,2
123,6	152,5	123,5	123,2	152,1	123,5
122,8	152,1	123,8	123,1	152,4	123,8
122,3	151,6	124,0	123,1	152,7	124,1
122,6	152,5	124,4	123,1	152,9	124,3
123,9	154,0	124,4	123,4	153,3	124,4
123,6	153,6	124,4	123,7	153,8	124,5
124,0	154,0	124,3	124,0	154,3	124,5
126,2	157,1	124,4	124,3	154,8	124,6
126,7	158,0	124,7	124,5	155,2	124,8
122,9	153,3	124,9	124,6	155,6	125,0
123,8	154,6	125,2	124,7	155,9	125,1
124,2	155,6	125,3	124,8	156,3	125,3
127,5	159,9	125,4	125,0	156,7	125,4
124,8	156,5	125,5	125,1	157,1	125,6
125,5	157,7	125,7			
125,9	158,5	126,1			
124,2	156,7	126,1			
123,1	155,2	126,1			
127,3	160,8	126,3			
125,1	158,6	126,6			
+ 0,5	+ 2,1	+ 1,6			

c) LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (*)

		Non désaisonnalisée		
		A prix constants (19)	A prix courants (20)	Prix (21) = (20) : (19)
1992		154,7	181,8	117,5
1993		143,7	173,0	120,4
1994		143,6	177,6	123,7
1993	I	145,4	173,8	119,5
	II	161,4	193,7	120,0
	III	130,8	157,4	120,3
	IV	137,1	166,9	121,8
1994	I	137,3	168,5	122,8
	II	154,5	190,4	123,2
	III	132,0	163,2	123,6
		150,6	188,4	125,1
1994	Janvier	122,9	146,4	119,1
	Février	140,8	168,4	119,6
	Mars	172,4	206,7	119,9
	Avril	163,1	196,0	120,1
	Mai	140,9	168,8	119,8
	Juin	180,2	216,4	120,1
	Juillet	79,3	95,1	120,0
	Août	144,4	174,0	120,5
	Septembre	168,8	203,0	120,3
	Octobre	157,9	192,7	122,0
	Novembre	125,1	152,1	121,5
	Décembre	128,2	155,9	121,7
1995	Janvier	115,2	141,0	122,3
	Février	127,9	157,0	122,7
	Mars	168,7	207,8	123,2
	Avril	143,4	176,7	123,3
	Mai	144,7	178,1	123,1
	Juin	175,5	216,5	123,3
	Juillet	77,1	95,1	123,2
	Août	144,6	179,0	123,8
	Septembre	174,2	215,4	123,6
	Octobre	157,4	197,2	125,3
	Novembre	147,1	183,7	124,9
	Décembre	147,4	184,3	125,0
Taux d'accroissement des trois derniers mois par rapport				
- aux trois mois précédents				
- aux trois mois correspondants de l'année précédente		+ 9,8	+ 12,9	+ 2,7

(*) Les données désaisonnalisées et lissées ne seront plus présentées pour les dernières observations. Les estimations concernant ces dernières observations sont en effet trop sujettes à révision.

1985 = 100,0

Désaisonnalisée			Désaisonnalisée et lissée		
A prix constants (22)	A prix courants (23)	Prix (24) = (23) : (22)	A prix constants (25)	A prix courants (26)	Prix (27) = (26) : (25)
143,3	172,4	120,4			
144,0	177,2	123,0			
148,5	185,4	124,8			
134,5	164,2	122,1	136,4	166,4	122,1
140,7	172,5	122,6	141,6	173,5	122,5
148,3	182,5	123,1	147,8	182,1	123,2
152,6	189,7	124,3	150,7	186,9	124,0
146,4	182,1	124,4	150,4	187,0	124,3
147,4	183,8	124,7	147,6	184,2	124,7
143,1	179,0	125,2			
157,1	196,5	125,1			
127,3	155,3	122,0	135,8	165,5	121,9
132,8	161,9	122,0	136,0	166,1	122,1
143,4	175,3	122,2	137,3	167,8	122,2
130,9	160,2	122,4	139,2	170,3	122,4
143,8	176,1	122,5	141,6	173,5	122,5
147,5	181,0	122,8	144,1	176,8	122,7
144,5	177,7	123,0	146,3	179,8	122,9
149,5	184,1	123,2	148,0	182,3	123,2
150,7	185,5	123,1	149,2	184,3	123,5
138,2	172,2	124,5	150,1	185,8	123,8
154,7	191,9	124,1	150,8	187,1	124,0
165,1	205,2	124,3	151,2	187,8	124,2
137,7	170,9	124,1	151,1	187,8	124,3
155,1	193,3	124,6	150,5	187,1	124,3
146,5	182,3	124,4	149,5	186,0	124,4
143,1	178,1	124,5	148,5	184,9	124,5
155,1	193,6	124,8	147,5	184,0	124,7
144,0	179,7	124,8	147,0	183,6	124,9
139,7	174,3	124,8			
148,7	186,5	125,4			
140,8	176,4	125,3			
148,2	185,2	125,0			
159,4	199,5	125,2			
163,6	204,9	125,2			
+ 2,9	+ 3,6	+ 0,7			

d) LE COMMERCE EXTERIEUR (*)

		Indices non-désaisonnalisés		Indices désaisonnalisés		Indices désaisonnalisés et lissés	
		Exportations (Biens et services)	Importations (Biens et services)	Exportations (Biens et services)	Importations (Biens et services)	Exportations (Biens et services)	Importations (Biens et services)
		A prix courants (28)	A prix courants (29)	A prix courants (30)	A prix courants (31)	A prix courants (32)	A prix courants (33)
1993		137,6	134,6	137,6	134,5	135,0	133,1
1994		148,8	144,3	148,9	144,3	138,4	136,0
1995		160,7	154,1	160,9	154,2	145,1	141,6
1994	I	149,3	145,9	147,7	144,8	146,0	141,9
	II	151,8	148,8	148,3	142,9	147,6	143,2
	III	142,0	136,6	147,5	141,9	149,4	143,7
	IV	152,1	146,0	152,1	147,9	152,9	145,4
1995	I	161,1	149,1	159,3	148,0	158,1	149,6
	II	158,6	156,6	154,8	149,6	162,4	154,7
	III	162,4	155,8	168,5	161,8		
	IV	160,6	155,0	161,1	157,5		
1994	Janvier	146,9	141,0	145,3	141,2	145,1	141,1
	Février	138,9	137,6	148,8	146,8	146,1	141,9
	Mars	162,0	159,2	149,0	146,4	146,7	142,6
	Avril	146,3	142,9	142,9	140,6	147,2	143,0
	Mai	148,3	145,9	154,7	146,1	147,6	143,3
	Juin	160,7	157,4	147,3	141,8	148,1	143,4
	Juillet	140,9	135,4	142,7	139,7	148,6	143,5
	Août	133,7	129,9	151,4	144,4	149,3	143,6
	Septembre	151,4	144,4	148,5	141,4	150,3	143,9
	Octobre	146,4	142,9	147,4	144,3	151,4	144,4
	Novembre	146,0	136,5	151,1	144,5	152,9	145,2
	Décembre	163,9	158,4	157,6	154,8	154,5	146,4
1995	Janvier	162,9	143,9	160,8	144,7	156,3	147,8
	Février	151,3	142,2	162,0	151,6	158,2	149,6
	Mars	169,3	161,3	155,0	147,6	159,8	151,3
	Avril	142,4	138,2	139,2	136,0	161,3	153,1
	Mai	155,0	151,6	162,1	151,9	162,5	154,7
	Juin	178,4	180,1	163,1	160,9	163,4	156,2
	Juillet	159,0	152,5	161,4	157,6		
	Août	157,0	148,5	176,0	164,4		
	Septembre	171,1	166,3	168,1	163,4		
	Octobre	164,1	157,2	166,4	160,0		
	Novembre	151,6	145,3	158,1	154,7		
	Décembre	166,2	162,4	158,8	157,8		
Taux d'accroissement des trois derniers mois par rapport							
- aux trois mois précédents				- 4,4	- 2,7		
- aux trois mois correspondants de l'année précédente		+ 5,6	+ 6,2	+ 6,0	+ 6,5		

(*) Les données désaisonnalisées et lissées ne seront plus présentées pour les dernières observations. Les estimations concernant ces dernières observations sont en effet trop sujettes à révision.

Section B - La production des branches (Séries 34 à 47)
(Indices désaisonnalisés) (**)

		Production industrielle	Industrie alimentaire	Produits énergétiques	Chimie	Industrie du bois et dérivés	Industries textiles	Matériaux de construction
		(34)	(35)	(36)	(37)	(38)	(39)	(40)
1993		119,5	105,5	124,1	128,7	128,8	119,6	151,8
1994		122,3	107,6	126,6	130,3	129,0	120,7	154,8
1995		125,0	109,4	128,9	135,1	130,9	121,0	156,0
1994	I	121,6	110,2	125,1	134,0	135,3	121,5	157,8
	II	121,5	106,4	124,5	131,3	129,0	127,3	153,4
	III	121,5	107,5	127,9	124,3	122,8	114,3	151,8
	IV	124,6	106,2	129,0	131,5	129,1	119,9	156,1
1995	I	124,2	107,5	128,5	136,3	132,8	120,0	147,1
	II	126,0	111,6	131,8	137,6	130,0	114,9	165,1
	III	124,8	109,5	126,6	136,1	130,7	128,7	160,4
1994	Janvier	118,8	108,0	125,2	132,6	136,9	123,1	157,3
	Février	120,6	111,6	123,9	133,9	133,9	117,3	157,5
	Mars	125,4	111,0	126,1	135,6	135,0	124,2	158,6
	Avril	120,9	106,4	126,5	130,2	129,2	122,3	150,6
	Mai	121,2	106,4	123,4	128,7	129,4	130,1	154,0
	Juin	122,4	106,3	123,6	135,1	128,4	129,6	155,6
	Juillet	117,2	110,1	125,5	109,1	106,2	96,6	146,9
	Août	123,4	106,8	128,7	131,6	133,1	128,9	153,2
	Septembre	123,9	105,6	129,3	132,2	128,9	117,3	155,4
	Octobre	120,9	101,1	129,4	130,9	125,8	115,6	149,8
	Novembre	127,0	108,9	127,3	134,9	135,0	123,4	158,8
	Décembre	125,9	108,6	130,2	128,6	126,4	120,6	159,9
1995	Janvier	122,4	107,6	129,1	134,5	132,4	123,3	134,1
	Février	125,4	106,5	125,6	136,8	132,9	119,9	149,4
	Mars	124,8	108,5	130,8	137,7	133,1	116,8	157,7
	Avril	122,6	105,3	130,7	133,5	124,3	111,9	151,0
	Mai	130,4	121,9	133,0	142,7	134,5	118,0	173,0
	Juin	125,0	107,6	131,7	136,5	131,1	114,7	171,2
	Juillet	126,1	116,5	128,0	141,4	136,8	142,6	159,8
	Août	126,2	110,1	126,1	137,3	126,1	121,8	161,8
	Septembre	122,0	102,0	125,7	129,6	129,2	121,7	159,6
	Octobre	125,7	113,1	129,0	133,3	133,2	125,3	162,8
Taux d'accroissement des trois derniers mois par rapport								
- aux trois mois précédents		- 2,0	- 6,0	- 3,0	- 4,8	- 3,5	- 1,7	- 3,9
- aux trois mois correspondants de l'année précédente								

(**) Dorénavant, nous ne présenterons que les indices désaisonnalisés. Ceux-ci sont moins sujets à révision que les indices désaisonnalisés et lissés présentés jusqu'alors.

1985 = 100,0

Sidérurgie	Fabrications métalliques	Cons- truction	Transports	Communi- cations	Commerce	Service financiers
(41)	(42)	(43)	(44)	(45)	(46)	(47)
104,3	80,1	137,2	118,3	137,1	122,5	135,2
108,9	80,9	139,6	123,1	142,2	124,4	139,0
115,5	84,3	138,9	125,4	147,2	125,5	142,5
109,3	82,2	130,7	120,8	140,2	123,7	137,2
109,8	80,3	133,4	124,7	141,6	124,3	138,5
104,0	81,2	142,1	122,3	142,9	123,7	139,7
112,2	79,7	152,3	124,6	144,1	125,7	140,7
112,8	85,3	137,0	125,9	145,5	125,8	141,6
117,8	86,1	138,4	127,0	146,6	126,7	142,3
114,6	84,8	130,9	126,9	147,8	124,7	142,8
107,6	82,1	127,1	106,6	139,7	122,1	136,7
109,2	81,8	125,0	120,8	140,2	123,8	137,2
111,0	82,6	140,1	134,9	140,6	125,2	137,6
109,3	80,7	121,7	132,2	141,1	124,7	138,0
108,3	78,4	138,5	121,6	141,6	124,3	138,5
112,0	81,9	140,1	120,4	142,0	124,0	138,9
89,7	77,2	136,8	123,7	142,5	125,4	139,3
108,7	82,8	142,7	121,1	142,9	128,9	139,7
113,5	83,7	146,8	122,1	143,4	116,9	140,1
107,9	80,9	136,0	121,5	143,8	125,7	140,4
117,2	84,0	153,9	127,8	144,2	125,1	140,7
111,6	74,1	167,0	124,4	144,5	126,1	141,0
107,6	83,5	126,1	128,2	145,1	128,3	141,4
109,9	85,7	148,2	126,6	145,5	121,6	141,7
120,9	86,6	136,6	123,1	145,9	127,4	141,8
110,7	83,5	135,3	124,2	146,3	123,9	142,1
121,6	89,7	146,6	129,7	146,6	129,9	142,3
121,0	85,1	133,3	126,9	147,0	126,1	142,4
97,9	86,2	127,0	126,7	147,4	124,1	142,6
127,0	87,2	136,4	129,2	147,8	125,5	142,8
119,0	80,9	129,5	124,9	148,2	124,5	143,0
120,3	86,4	138,6	121,0	148,6	123,1	143,2
+ 7,6	- 2,5	- 0,6	- 2,1	+ 0,8	- 1,8	+ 0,5

**Section C - La politique économique : les critères du traité de Maastricht
(Séries 48 à 58)**

		Inflation			Taux d'intérêt		
		Belgique	Norme	Ecart ¹	Belgique	Norme	Ecart ¹
		(48)	(49)	(50)	(51)	(52)	(53)
1992		2,4	3,8	-1,4	8,66	10,87	-2,21
1993		2,7	3,1	-0,4	7,22	9,41	-2,19
1994		2,4	3,4	-1,0	7,67	9,79	-2,12
1995		1,5	3,1	-1,6	7,38	9,45	-2,07
1993	I	2,6	3,3	-0,8	7,52	10,46	-2,94
	II	2,8	2,9	-0,1	7,33	9,84	-2,51
	III	2,6	3,0	-0,3	7,09	8,88	-2,48
	IV	2,8	3,0	-0,2	6,93	8,46	-1,53
1994	I	2,6	3,3	-0,7	6,76	8,53	-1,77
	II	2,5	3,4	-1,0	7,52	9,84	-2,32
	III	2,5	3,6	-1,1	8,19	10,40	-2,21
	IV	2,0	3,4	-1,4	8,34	10,51	-2,17
1995	I	1,8	3,4	-1,6	8,25	10,42	-2,17
	II	1,5	3,2	-1,7	7,47	9,50	-2,03
	III	1,2	3,0	-1,8	7,06	9,26	-2,20
	IV	1,5	3,0	-1,5	6,73	8,60	-1,27
1994	Janvier	2,6	3,2	-0,6	6,54	8,10	-1,56
	Février	2,5	3,2	-0,7	6,67	8,39	-1,72
	Mars	2,5	3,4	-0,9	7,08	9,10	-2,02
	Avril	2,4	3,3	-0,9	7,22	9,34	-2,12
	Mai	2,5	3,4	-1,0	7,44	9,94	-2,50
	Juin	2,5	3,5	-1,0	7,89	10,28	-2,39
	Juillet	2,7	3,5	-0,8	7,90	9,97	-2,07
	Août	2,4	3,6	-1,2	8,14	10,45	-2,31
	Septembre	2,5	3,6	-1,1	8,53	10,78	-2,25
	Octobre	2,1	3,4	-1,3	8,44	10,61	-2,17
	Novembre	2,0	3,4	-1,4	8,31	10,35	-2,04
	Décembre	1,9	3,4	-1,5	8,27	10,58	-2,21
1995	Janvier	1,9	3,4	-1,5	8,41	10,54	-2,13
	Février	1,8	3,4	-1,6	8,23	10,39	-2,16
	Mars	1,7	3,5	-1,8	8,10	10,33	-2,23
	Avril	1,7	3,4	-1,7	7,76	9,72	-1,96
	Mai	1,4	3,2	-1,8	7,45	9,42	-1,97
	Juin	1,3	3,2	-1,7	7,20	9,36	-2,16
	Juillet	1,2	3,0	-1,8	7,21	9,70	-2,49
	Août	1,3	3,0	-1,7	7,07	9,32	-2,25
	Septembre	1,2	2,9	-1,7	6,90	8,77	-1,87
	Octobre	1,2	2,8	-1,6	6,60	8,55	-1,95
	Novembre	1,4	3,0	-1,6	6,66	8,52	-1,86
	Décembre	1,9	3,1	-1,2	6,93	8,79	-1,86
1996	Janvier	1,9	3,2	-1,3	6,30	8,40	
	Février	1,9	3,4	-1,4	6,50	8,40	
	Mars						

¹ Un signe - signifie que la Belgique satisfait à la norme du Traité de Maastricht (et inversement)

1980 = 100

Taux de change	Déficit **		Dette **	
	Belgique	Ecart †	Belgique	Ecart †
Divergence * (54)	(55)	(56)	(57)	(58)
- 36.0	6.7	3.7	123.4	73.4
- 3.8	6.6	3.6	133.9	73.9
- 10.6	5.4	2.4	132.6	72.6
- 18.0				
- 23.0	7.4	4.4	136.5	76.5
- 10.0	7.4	4.4	133.9	73.9
+ 5.3	7.4	4.4	139.5	79.5
+12.3	6.6	3.6	133.9	73.9
- 4.0	5.5	2.5	139.6	79.6
- 9.0	6.5	3.4	135.3	75.3
- 13.3	6.0	3.0	141.6	81.6
- 16.3	5.4	2.3	132.6	72.6
- 22.0				
- 22.0				
- 14.0				
- 15.0				
+ 4.0				
- 8.0				
- 8.0				
- 7.0				
- 10.0				
- 10.0				
- 12.0				
- 14.0				
- 14.0				
- 15.0				
- 17.0				
- 17.0				
- 19.0				
- 23.0				
- 23.0				
- 24.0				
- 21.0				
- 20.0				
- 18.0				
- 12.0				
- 12.0				
- 17.0				
- 15.0				
- 14.0				
- 11.0				
- 10.0				
- 9.0				

* Le signe - indique que le FB diverge dans le sens de l'appréciation (et inversement).

** Les chiffres présentés ne sont plus comparables aux précédents étant donné la nouvelle méthode d'estimation du PIB à prix courants

Section D - Les produits nationaux bruts des principaux pays industrialisés (séries 59 à 71)

1980 = 100,0

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (a)	1997 (a)
Produit National Brut (prix constants)																	
(59) Belgique	98,5	99,6	99,8	102,2	103,0	105,3	107,8	113,4	117,9	121,3	124,6	126,0	123,9	126,7	129,2	131,2	133,8
(60) Pays-Bas	99,2	97,8	99,5	102,4	105,3	107,0	108,7	111,0	116,0	119,8	124,8	126,9	127,4	130,4	133,5	136,2	139,9
(61) Allemagne	100,2	99,6	101,1	103,8	106,0	109,0	111,0	114,8	119,3	124,9	129,4	131,3	129,9	133,7	136,2	137,3	140,4
(62) France	101,2	103,7	104,5	105,9	107,7	110,0	112,5	116,4	121,3	124,6	126,0	128,0	126,7	129,9	133,0	134,7	138,0
(63) Italie.....	101,1	101,3	101,8	105,4	108,2	111,1	114,6	118,9	122,7	125,2	126,9	128,0	127,1	130,0	134,2	137,1	140,4
(64) Grande-Bretagne	98,7	99,7	103,5	105,6	109,5	112,7	117,6	122,8	125,4	126,7	123,8	123,2	125,5	130,5	133,8	136,9	141,3
(65) Suisse	101,5	100,4	101,1	102,9	107,1	110,0	112,7	116,0	120,0	123,1	123,0	123,2	122,1	124,0	124,5	124,6	127,4
(66) Suède	99,7	100,5	102,9	106,9	109,2	110,5	113,5	116,1	118,5	119,3	117,6	115,6	113,2	115,7	119,2	119,6	121,2
(67) Autriche	99,8	101,0	103,1	105,2	108,1	110,0	111,6	116,3	120,7	126,3	130,2	132,1	131,7	135,3	137,7	138,8	140,2
(68) Espagne	99,8	101,0	102,8	104,8	107,0	110,8	116,6	122,5	128,5	133,3	136,5	137,9	136,5	139,2	143,4	148,3	152,7
(69) Etats-Unis	103,7	101,1	105,2	112,5	116,0	119,5	122,0	127,4	130,6	132,0	130,4	133,0	137,0	142,6	145,6	148,4	151,6
(70) Canada.....	103,7	100,5	103,7	110,3	114,9	118,7	123,4	129,0	132,9	134,0	124,3	132,9	135,8	141,9	145,0	147,8	152,1
(71) Japon	103,9	106,8	110,2	115,7	120,9	123,8	129,0	136,4	142,8	150,8	157,6	160,0	160,2	161,0	162,4	166,5	171,5

(a) Prévision

Les Séries Statistiques ont été réalisées

sous la direction de

M. P. KESTENS

Professeur ordinaire à l'ULB

par E. HESPEL et J.M. PASTEELS

Chercheurs au DULBEA